

Réseau d'Aide aux Toxicomanes

ACTE DU COLLOQUE

***ENTRE OMBRE ET LUMIÈRE : LES ADDICTIONS
DROGUES, RELIGIONS, MONDES VIRTUELS***

**CONSOMMEZ !
VIVRE POUR CONSOMMER,
CONSOMMER POUR (SUR)VIVRE**

GIUSEPPE MUTI

*Du Parrain à Gomorra : réseaux mondiaux
et réseaux locaux dans les représentations
du rapport entre drogue et mafias italiennes.*

JANVIER 2018

Giuseppe Muti

*Du Parrain à Gomorra : réseaux mondiaux
et réseaux locaux dans les représentations
du rapport entre drogue et mafias italiennes.*

Janvier 2018

LE COLLOQUE

Dans une époque où l'injonction à consommer déborde et envahit la vie de nos contemporains et tous les canaux de communication de nos sociétés, une question semble s'imposer : cet impératif ne concerne-t-il pas certaines choses uniquement, seulement celles qui en étant consommées rapportent beaucoup d'argent à des personnes, des organisations ou des communautés déjà assez riches ou puissantes pour imposer leurs produits ou leurs marques.

Mais cet acte indispensable, devenu presque identitaire, se transforme en action déconsidérée, voire réprouvée, dès qu'il s'agit de consommer soit des objets ou dispositifs majoritairement immatériels (religions, spiritualité, jeux en ligne, série TV, etc.), jugés de moindre valeur aux mesures du capitalisme, soit des objets très rentables, mais en dehors de l'économie régulée par les institutions ou organisations légales (drogues...) et dès lors échappant en partie à la capacité d'emprise des acteurs dominants.

Pour sa septième édition, le Colloque RAT-LAAP ouvrira cette fois la discussion sur la contextualisation des consommations. Nous explorerons l'histoire de l'usage des psychotropes qui par exemple ont souvent permis d'amoraliser les armées, celle des jeux qui rendent dociles les peuples, celle de la vague libérale et du consumérisme qui y est intimement associée. Nous explorerons plus particulièrement la notion d'envie, considérée depuis la nuit des temps comme le sentiment le plus dangereux et dans nos sociétés christianisées comme si immorale, pourtant omniprésente comme moteur de l'économie marchande. Nous nous pencherons aussi sur la place des replis religieux dans l'économie psychique qui prévaut dans notre siècle.

Afin de quitter une fois pour toutes cette idée que l'addiction est une maladie qui se contracterait dans une enfance mal gérée ou qui s'installerait dans un psychisme défaillant, nous tenterons de comprendre par quels rouages les consommations en tous genres transforment notre regard, utilisent et contaminent nos affects.

GIUSEPPE MUTI est né en Italie en 1971.

Responsable du cours "Géopolitique" du Département d'économie et de droit de l'Université de Cassino et du Latium du Sud. Domaines de recherche: géo-tourisme du tourisme et géopolitique des mafias.

Actuellement en poste à la nouvelle Université d'Insubrie (Varèse) et depuis février 2018 a commencé un nouveau cours avec une section monographique consacrée aux mafias et aux drogues.

DU PARRAIN À GOMORRA : RÉSEAUX MONDIAUX ET RÉSEAUX LOCAUX DANS LES REPRÉSENTATIONS DU RAPPORT ENTRE DROGUE ET MAFIAS ITALIENNES.

Mafia et drogues : les représentations de deux phénomènes (géo)politiques

La mafia et les drogues sont deux phénomènes œcuméniques, deux sujets de recherche scientifique sur lesquels il y a très peu de données quantitatives fiables et très peu de définitions et de sources qualitatives, rigoureuses dans la logique et fiables dans leur contenu. En dépit de leur indétermination très forte, « mafia » et « drogues » sont des mots et des concepts d'usage très répandu, qui leur font très souvent référence:

1) Stéréotypes et idées préconçues non critiques (la drogue en tant que telle, les homme d'honneur)

2) Aux imaginaires collectifs, sans fondement ou simplistes mais avec un fort impact psychologique et un large partage (guerre à la drogue; mafia comme pieuvre globale)

3) Véritables discours foucaultiens, cadres de sens largement acceptés, souvent implicites et fondés non pas tant sur leur cohérence historique ou théorique, mais sur la capacité d'agréger les pratiques et les intérêts qui légitiment les politiques et les processus sociaux. Tels que « prohibitionnisme et anti-prohibitionnisme ou le mythe de la mafia: mafia « domestique » et mafia impitoyable, qui est celle de la drogue) (*Catégories d'interprétations méta-géographiques qui transcendent les faits physiques pour conquérir des significations différentes, politiques et souvent "naturalisées" dans un sens déterministe - pensez à la construction du sens du "continent européen" ou de la couple "Orient" et "Occident"*).

Qu'est-ce que la mafia ? organisation criminelle, secte secrète, état dans l'état, métaphore du mal, méthode violente d'interaction sociale, style de vie narcissiste, humeur primordiale, banditisme romantique, fondement culturelle géoréférencée, légende, effet pervers du capitalisme?

Qu'est-ce la drogue ? une substance générique et diabolique, un poison, un fléau, un médicament, une consommation traditionnelle, une consommation religieuse, une panacée, un paradis artificiel, un médicament interdit, un produit commercial très lucratif, un ennemi public? *(ou n'importe quel produit de consommation caractérisée par deux prérogatives: la capacité de changer l'état de conscience psychophysique; le contrôle exercé par l'autorité sur sa production et sa consommation).*

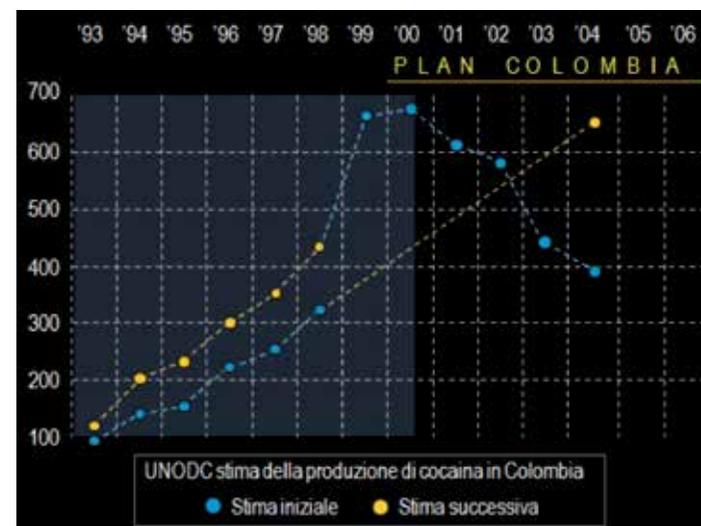
Les représentations de mafias et de drogues sont souvent mélangées et parfois superposées, illustrant des réseaux globaux ou des réseaux locaux de raffinage ou de trafic opposés aux forces légitimes de défense et de contraste, protagonistes de grands récits binaires et opposés, basés sur le couple bien et mal. La mafia est la métaphore du mal (en soi) et la drogue est son paradigme, l'accompagnant naturellement, ou vice versa, parce que dans l'imaginaire collectif ils sont nommés et représentés de façon circulaire et presque consubstantielle. Cela parce que les représentations des mafias, les représentations des drogues et les représentations de la relation entre les mafias et les drogues sont avant tout des représentations politiques; des images de phénomènes d'abord politiques et territoriaux, à la fois invisibles mais populaires, oublié et effacé intellectuellement et en public, mais consommés avec avidité, médiatiquement et dans le privé; phénomènes dont la définition et les frontières demeurent indéterminées et contestées, laissant place à de grands récits de représentations géo(politiques) comme sur tous les thèmes dépourvus de données concrètes.

Le cas de Narcoleaks étant particulièrement explicatif, malgré son nom, l'équipe de recherche ne s'appuie pas sur des documents secrets, mais sur la collecte de données taxonomiques et la comparaison de

données publiés par les institutions antidrogue, qui suffisent à mettre en évidence nombre de contradictions. Tout commence par le Rapport mondial 2004 de l'ONUDC, dont les données sur la production mondiale de cocaïne sont manifestement incohérentes.

En examinant les données de 1998 à 2008, il ressort que l'ONUDC a modifié ses estimations de la production mondiale pour 2004 en 2006, 2007 et 2010, sans toutefois être en mesure de faire correspondre les estimations de la production colombienne aux exigences de représenter le succès du Plan Colombie.

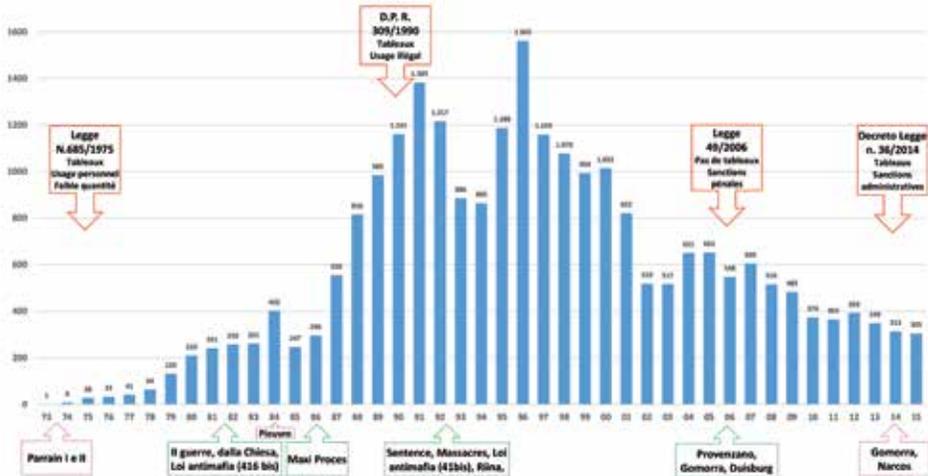
L'étude de la capacité de production colombienne à partir d'opérations contre des laboratoires clandestins, (chaque opération se termine par une information officielle avec le matériel saisi et les caractéristiques de la raffinerie, qui permettent parfois de calculer sa "capacité de production". Un chercheur italien (Sandro Donati) effectue une étude sur les données de 2008 et découvre que 152 des 311 raffineries découvertes peuvent produire 599 tonnes de chlorhydrate de cocaïne par mois, bien que prudemment limitées à trente pour cent de leur productivité. Le total est bien supérieur au total estimé par l'ONUDC qui évalue la production nationale annuelle à 430 tonnes, soit 35 tonnes par mois.



Mafias et la drogues en Italie: Dynamiques historiques et récentes

On analyse maintenant la relation entre les mafias et les drogues en Italie, en faisant d'abord un panorama historique puis en nous concentrant sur la situation récente à travers les statistiques du laboratoire Transcrime de l'université catholique de Milan.

Décès liés à la drogue en Italie: série historique (comparée à la législation et aux faits de mafia)



Cette image montre la législation récente sur les drogues et la série historique des décès officiels de toxicomanes en Italie, à partir de la première overdose de la grande vague d'héroïnomanie des années 70 et 80, dont la charge de meurtre s'étend sur les années 90 et atteint à ce jour. En 2015, en effet, 8,5 décès sur 10 par héroïne et méthadone, l'âge moyen étant en augmentation, 1/10 cocaïne, 1/20 extasy et amphétamine, les décès qui attirent plus l'attention des médias sont ceux des jeunes ayant consommé des drogues en discothèque, parmi lesquels 4 adolescents. La législation anti-mafia et les principaux faits de la mafia à l'époque où Cosa nostra siciliana satisfait une partie non négligeable du marché américain et européen de l'héroïne, du raffinage à la distribution, avec

la Seconde Guerre de la mafia 1981-82, les cadavres exquises dont celui du général dalla Chiesa préfet de Palerme, à partir duquel se développe la réponse de l'Etat avec l'approbation de la loi antimafia, les enquêtes des juges Falcone et Borsellino sur le trafic d'héroïne et le blanchiment d'argent, le maxi-procès, les premières condamnations définitives de la mafia dans l'histoire de l'Italie, la stratégie des massacres et des attaques mortelles contre les juges, la deuxième réponse de l'État (mais on parle aujourd'hui de négociation état-mafia) la nouvelle loi anti-mafia, l'arrestation de Riina et une période de silence, au cours de laquelle nous découvrons la dimension globale des deux autres mafias italiennes, la Camorra et la Ndrangheta, jusqu'à l'arrestation de Provenzano en 2006, qui se produit juste quand Gomorra révèle au grand public le pouvoir et le trafic de la Camorra et quand l'attaque à Duisburg révèle au grand public le pouvoir et les commerces de la Ndrangheta.

Aux extrêmes du schéma, les principales représentations télé-cinématographiques qui ont déterminé l'imaginaire commun sur les mafias à l'échelle mondiale, nationale et locale et leur rapport aux drogues. Du Parrain de Francis Ford Coppola (1972 et 1974) au drame La Piovra (Mafia, France) de Damiano Damiani (1984-2001) jusqu'à la récente production de Gomorra, maximum représentant de la "Nouvelle Épopée Italienne" qu'entre violence et réalisme expose la propagation et la banalisation de la consommation de cocaïne, en lui donnant un auréole de légende comme l'ont déjà fait Narcos et Romanzo Criminale. Les représentations sont devenues plus étudiées depuis que nous avons réalisé leur capacité d'influencer circulairement le sujet qu'elles représentent, générant des effets discordants et pas toujours prévisibles ou désirables jusqu'à l'épopée criminelle apologétique. (Gomorra - Cocaïne) images de circularité (Scarface).

Les données sur les décès figurent parmi les rares chiffres véridiques, ainsi que les données portant sur :

- **Les personnes signalées aux autorités judiciaires** : (30-35.000 par an en moyenne depuis 1991, jusqu' à 45-50 entre 2006 et 2012)
- **Les détenus pour des infractions liées à la drogue** : (en 2016 : 18.700 dont 7 000 étrangers et 700 femmes; environ 33 % du total des détenus, -- plus de 40 % entre 2008 et 2012 avec 25 à 27 000 détenus)
- **Nouvelles incarcération chaque année** : (13 mille en moyenne depuis 2014, 20-25 mille entre 2006 et 2013, en 2016 pour la première fois les étrangers ont dépassé les Italiens)
- **Nombre de toxicomanes détenus** : (15 mille en moyenne depuis 1991), dans des centres de réadaptation (16 mille en moyenne depuis 1991) et confiés à SerT (de 100 à 150 mille en moyenne depuis 1991).

Soulevons deux questions :

1) **L'effet "pervers" du prohibitionnisme** qui permet l'évaporation de la frontière entre la légalité et l'illégalité en ce qui concerne nombre de comportements et de consommation très répandus et dont la criminalisation n'est pas partagée ; les relations entre les usagers (d'alcool, de cannabis) les contrebandiers et les criminels se normalisent et se banalisent, les rôles se chevauchent et ces derniers suscitent la compréhension (partage des fins) et la sympathie (hépathie, appréhension du destin) pour leur travail populaire mais caché et dangereux.

2) **Parmi les nombreux stéréotypes**, si l'on sort de la perspective wébérienne "d'Etat" comme modèle structurel et unitaire pour la meilleure gestion du pouvoir et de la force légitime, il est intéressant de réfléchir sur **l'opération BLUEMOON** un morceau de guerre psychologique, à l'intérieur de la guerre froide, contre l'opposition sociale la plus radicale en Italie dans les années 1970. Une stratégie raffinée qui n'invente pas le phénomène culturel et social de la drogue, mais au contraire le saisit et tente de le mettre en avant, de le diriger et de l'utiliser dans une dimension

politique: désinformation et criminalisation publique des drogues, des consommateurs et des toxicomanes, discréditation sociale de la génération des jeunes et des antagonistes alternatifs, contraste autoritaire avec les drogues douces et diffusion stratégique de l'héroïne en convertissant à sa consommation spécifique des centaines de milliers de personnes. Une thèse toujours dénoncée par les mouvements extraparlimentaires, qui trouve quelques confirmations et des témoignages récents, aussi à l'hypothèse de l'implication organisationnelle et directe des services secrets occidentaux.

Mafia et drogues en Italie

« Sur la question sensible de la criminalité et illégalité, il n'y a pas de statistiques mais des estimations, et ceux qui les produisent ne mentionnent généralement pas les sources ou la méthode. Rien n'existait auparavant; aujourd'hui, il y a des estimations discutables avec des centaines de pages de méthodologie ». Les statistiques photographient les vieilles images par rapport à la publication. SAVONA

L'Index Présence Mafieuse confirme la force du contrôle criminel dans les domaines de l'enracinement traditionnel et trouve une forte présence de la mafia dans certaines régions du nord-ouest et du centre de l'Italie. Dans certaines régions, il y a une organisation dominante, dans d'autres, il y a une présence simultanée de plusieurs organisations sur la base d'accords réciproques.

Index de présence mafieuse en Italie 2000 - 2011 (Source : Transcrime)



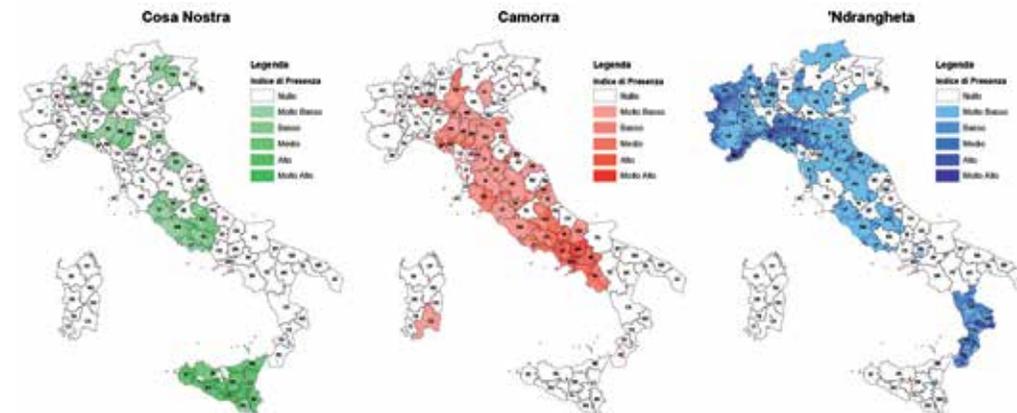
Dans l'ensemble, les activités illégales analysées génèrent des revenus allant d'un minimum de 17,7 milliards d'euros à un maximum de 33,7 milliards d'euros. En moyenne, les recettes illégales représentent 1,7% du PIB national (25,7 milliards d'euros).

Seule une partie des activités illégales aboutissent dans les organisations mafieuses (entre 32% et 51%). Le chiffre d'affaires annuel des mafias varie entre un minimum de 8,3 et un maximum de 13 milliards d'euros, soit 32% et 51% du total des revenus illégaux. En moyenne, l'extorsion représente 45% de ce montant, suivie des drogues (23%), de l'usure (10%), de la contrefaçon et de l'exploitation sexuelle (8% chacun). Au niveau national, Camorra et Ndrangheta réalisent près de 70% du chiffre

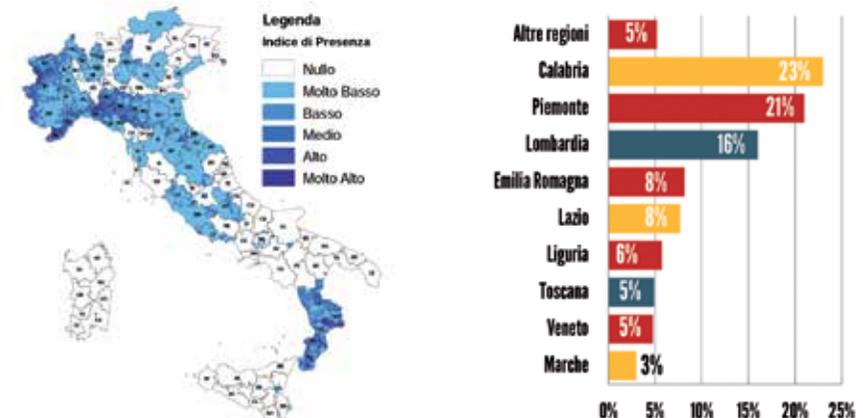
d'affaires des organisations mafieuses. Cosa Nostra réalise 18% de son chiffre d'affaires. Contrairement aux autres organisations, qui tirent une part substantielle de leurs revenus dans la région d'origine, les revenus de "Ndrangheta proviennent de la Calabre pour 23%, et du Nord pour plus de 50%.

Entre 1983 et 2011, 19.987 propriétés (immobiliers, meubles et entreprises) ont été confisquées à des organisations criminelles mafieuses. En termes numériques, la plus grande partie des investissements a été affectée à l'achat de biens immobiliers (52% du total). Les biens meubles (20,6%), les autres biens mobiliers (18,4%) et les valeurs mobilières de sociétés et de sociétés (8,7%) sont les suivants.

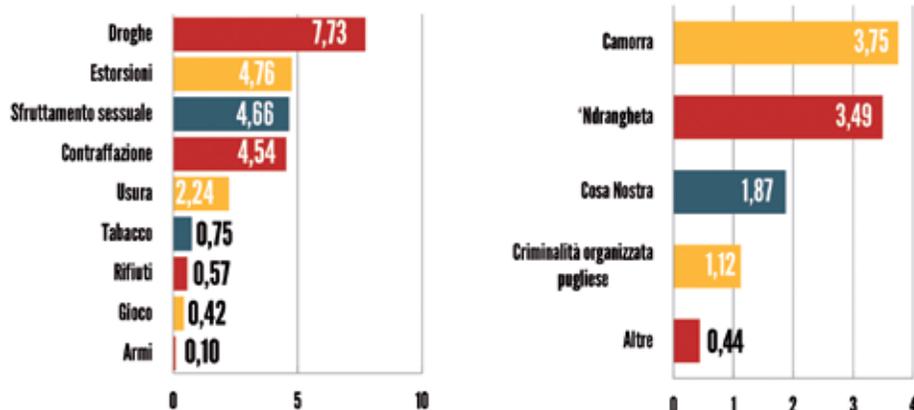
Index de présence mafieuse en Italie 2000 - 2011 (Source : Transcrime)



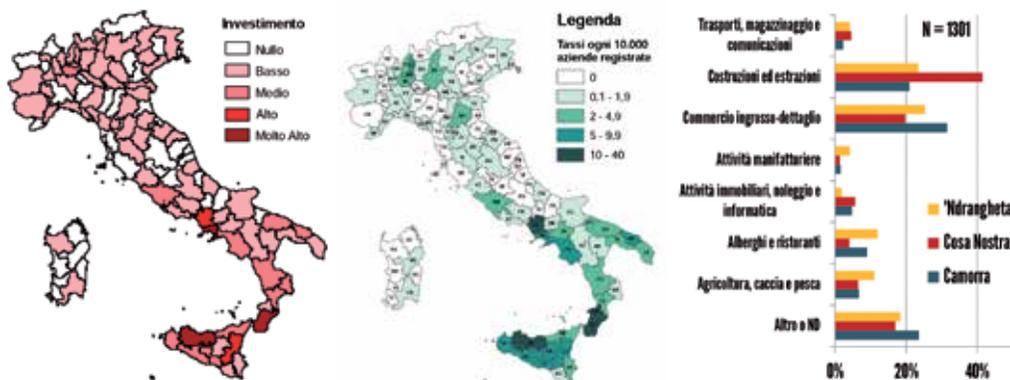
Index de présence mafieuse de la Ndrangheta 2000 - 2011 (Source : Transcrime)



Revenus moyens des activités illégales et des mafias en Italie (Source : Transcrime)



Mafias et investissements immobiliers, entreprises et secteurs d'activités en Italie 1983 / 2012 (Source : Transcrime)



Parmi les actifs immobiliers dans lesquels les organisations mafieuses ont investi figurent le logement (42,4%) suivi du foncier (25,6%). Parmi les logements, les investissements plus élevés ont été dans les appartements (33,8%). En ce qui concerne les terrains, il s'agit essentiellement de surfaces agricoles qui se concentrent presque exclusivement dans les régions où la mafia traditionnelle est présente (Sicile, Campanie et Calabre).

L'investissement des organisations mafieuses dans les entreprises répond à une variété de raisons: maximisation du profit économique,

nécessité de blanchir ou de dissimuler les activités criminelles, contrôle territorial, consentement social et autres raisons culturelles et personnelles. Ces raisons influencent à la fois le choix des territoires et des secteurs économiques, les méthodes de gestion économique et financière, ainsi que les modalités d'infiltration et de contrôle.

La rentabilité n'est pas le premier objectif. Les mafias investissent dans les zones géographiques et les secteurs économiques qui répondent aux besoins de contrôle du territoire et de maximisation du consensus social, alors que la rentabilité du secteur apparaît moins influente. Les secteurs à faible intensité technologique, à forte intensité de main-d'œuvre et nécessitant la participation des ressources publiques sont plus attractifs. Les entreprises des organisations mafieuses sont concentrées dans des secteurs caractérisés par un faible degré d'ouverture étrangère, un faible niveau technologique, une forte intensité de main-d'œuvre, des petites et moyennes entreprises, une forte déréglementation, une forte spécificité territoriale et une forte implication des ressources publiques.

Les secteurs qui répondent le mieux à ces caractéristiques sont les secteurs traditionnels: la construction, les carrières et carrières, l'hôtellerie et la restauration; alors que les activités commerciales, même si elles sont importantes d'un point de vue numérique, ne présentent pas une concentration d'investissements des mafias plus forte que les "légalles".

Lumières et ombres des perspectives de légalisation

Lorsque j'ai préparé ma maîtrise de la drogue dans les années 1990, j'ai souligné, d'une manière quelque peu naïve, les problèmes possibles de la baisse des revenus des agriculteurs dans les pays producteurs, en cas de légalisation des ventes et de la consommation dans les pays occidentaux à partir des marchés les plus rentables.

Aujourd'hui, le scénario a complètement changé et après les événements du 11 septembre 2001, la "drogue" a cessé d'être largement utilisée comme un ennemi public mondial. La représentation des drogues dites douces dans l'"Occident" est complètement bouleversée et le cannabis revient à l'image d'une panacée médicale et récréative dans une société de plus en plus orientée vers des propositions de durabilité, de consommation naturelle et d'économie verte. En commençant par les États-Unis, d'où la bataille prohibitionniste a commencé il y a plus d'un siècle.

Venons-en à cela. En Italie aussi, on parle de plus en plus de dépénalisation de la consommation, de légalisation ou de réalisation étatique et les statistiques sur la consommation (le maximum de non fiabilité) nous permettent de comprendre pourquoi.

En Italie¹, les dépenses consacrées à la consommation de drogues en Italie sont estimées par les sources institutionnelles à 14,2 milliards d'euros, réparties comme suit: cocaïne, 43 % ; cannabis, 28,2 % ; héroïne, 16,2 % ; substances synthétiques, 12,7 %.

D'après les résultats préliminaires de l'enquête IPSAD 2017, on estime qu'en Italie, environ une personne sur trois âgée de 15 à 64 ans (13 millions) a consommé au moins une substance psychoactive illégale dans sa vie et qu'environ une personne sur 10 (4 millions) en a consommé au cours de l'année écoulée.

Les pourcentages augmentent si l'analyse se concentre sur la population des jeunes adultes, c'est-à-dire ceux âgés de 15 à 34 ans. Dans cette population, en fait, le pourcentage de ceux qui ont consommé des substances illégales au cours de leur vie atteint 43 % (5,4 millions) contre 22,5 % au cours des 12 derniers mois (2,8 millions).

¹ Population 60.600.000; population active (15-64 ans) 38.900.000; jeunes adultes (15-34 ans) 12.600.000

Parmi les substances psychoactives illicites, le cannabis est la substance la plus consommée, tant dans la population active de 33,1 % (12,9 millions) que dans les 12 derniers mois (9,8 % (3,8 millions) et chez les jeunes adultes, 42,5 % et 22 % (2,7 millions) respectivement. Le chiffre est en hausse par rapport aux données précédentes.



Environ 90.000 étudiants consomment du cannabis presque tous les jours. Environ 650.000 étudiants ont consommé au moins une substance psychoactive illégale en 2016. Près de 17.000 étudiants consomment de l'héroïne 10 fois par mois ou plus.

Pourcentages plus faibles pour la consommation de cocaïne (dans la population générale 6,8% dans la vie (2,7 millions) 1,9% dans la dernière année (750 mille). L'analyse de la tendance temporelle montre une diminution.

Et pour la consommation d'opiacés par rapport à la population générale 1,9% dans la vie (750 mille) 0,6% dans la dernière année (233 mille) et chez les jeunes adultes 2,6% dans la vie, 1,3% dans la dernière année (170 mille). L'analyse de la tendance temporelle montre une croissance.

Mais dans la perspective géopolitique de la relation entre mafias et drogues, quels peuvent être les effets de la légalisation? Essayons de voir en résumé les principaux effets de la légalisation du jeu de hasard.

1897-1992

Le jeu de hasard est considéré comme un risque social: tout est illégal. Depuis l'après-guerre, des concessions ont été accordées pour les loteries, le football et 4 casinos.

Les mafias organisent des poches clandestines (également célèbres, passées au cinéma, improbables, comme celles des camions) et tiennent le piquet de paris clandestins qui, sans Internet, reste relativement limité.

1992-2003

Retour de la "taxe sur les idiots". Les jeux de hasard deviennent progressivement le levier fiscal des gouvernements de gauche qui disent vouloir combattre les mafias mais cherchent à répondre aux besoins croissants des dépenses publiques.

2003-2009

Gouvernement de Berlusconi. Les jeux de hasard cessent d'être un levier fiscal et l'économie des jeux de hasard voit le jour, dans le but de créer de la valeur pour l'entreprise. Les grandes sociétés concessionnaires sont en pleine croissance. Les machines à sous (plus de 350 000 machines à sous) et Scratch and Winners se sont largement répandues. Les machines à sous sont considérées comme un jeu d'adresse.

En 2009, le décret séisme de L'Aquila a lancé le jeu en ligne.

Le chiffre des paris faits (la récolte) en 2016 est de 96 milliards d'euros (+8% par rapport à 2015, 88 milliards d'euros), les dépenses (la collecte moins les gains au jeu) sont d'environ 19 milliards d'euros (en 2015, il était de 17,5 milliards d'euros). Le flux fiscal du secteur des jeux en 2016 a dépassé 9,2 milliards d'euros, contre 8 milliards en 2015. Environ 10 milliards de l'impôt sur les sociétés (le chiffre d'affaires des sociétés de jeux de hasard) dont environ 6 milliards provenant des machines à sous et plus de 3 milliards provenant des jeux et loteries numériques.

Environ 30 millions de joueurs sont estimés au niveau national, dont 2,5 millions sont définis comme problématiques (de 2 à 4 % de la population) et 600 000 comme pathologiques. Utilisation intensive de prêts usuraires pour couvrir les dettes. Au moins la moitié des appareils électroniques en circulation (plus de 400 000, soit environ un pour 150 Italiens) seraient contrôlés par le crime organisé, qui continuerait à gérer le sel et les poches illégales. Vrai et bon lobby des entreprises concessionnaires avec des organigrammes gris, basés dans les paradis fiscaux et cooptant les politiciens pour avoir des réglementations favorables, officiellement connecté à Confindustria le "système de jeu italien : 6.600 entreprises, avec 140.000 employés, qui constituent la chaîne d'approvisionnement". Toute légalisation future du cannabis devra nécessairement prendre en compte les échecs de la légalisation des jeux de hasard et mettre en œuvre les contre-mesures nécessaires pour que les mafias soient expulsées du marché et que les bénéfices économiques soient collectés et redistribués par l'État et la communauté, et non par des multinationales et des sociétés financières opaques.

Giuseppe Muti
Janvier 2018

Bibliographie

- AA. VV. «Dossier Mafie e territorio», *Narcomafie*, Gruppo Abele, Torino, Luglio-Agosto 1997.
- AA.VV., «Géopolitique des drogues illicites», *Hérodote*, n. 112, 1 trimestre 2004, La Découverte, Paris, 2004.
- ARLACCHI P. *Droga e grande criminalità in Italia e nel mondo*, S. Sciascia, Caltanissetta-Roma, 1988.
- ARNAO G., *Proibito capire, proibizionismo e politiche di controllo sociale*, Gruppo Abele, Torino, 1990.
- BECCHIA A. - TURVANI M., *Proibito? Il mercato mondiale della droga*, Donzelli, Roma, 1993.
- CASELLI G. - GARAVELLI M., *Droga, in nome della legge*, Gruppo Abele, Torino, 1990.
- CHOISEUL-PRASLIN C., *Droga, une économie dynamisée par la répression*, Presse du Cnrs, Paris, 1991.
- CHOUVY P. A., *Les territoires de l'Opium*, Olizane, Genève, 2003.
- DALLA CHIESA, N., *Passaggio a nord. La colonizzazione mafiosa*, Ed. Gruppo Abele, Torino, 2016.
- DE MAILLARD J., *Il mercato fa la sua legge*, Feltrinelli, Milano, 2002.
- DELL'AGNESE E., *Geografia politica critica*, Guerini, Milano, 2005
- DI GENNARO G., *La guerra alla droga*, A. Mondadori, Milano, 1992.
- DIPARTIMENTO POLITICHE ANTIDROGA, *Relazione annuale al parlamento sullo stato delle tossicodipendenze*, Presidenza del Consiglio dei Ministri, 2017
- DIPARTIMENTO POLITICHE ANTIDROGA, *Relazione annuale al parlamento sullo stato delle tossicodipendenze*, Presidenza del Consiglio dei Ministri, 2016
- DIPARTIMENTO POLITICHE SOCIALI E PREVIDENZIALI, *Relazione annuale al parlamento sullo stato delle tossicodipendenze*, Presidenza del Consiglio dei Ministri, 2000
- DONATI S., "La produzione e il traffico mondiale di cocaina", *Dossier Coca Nera*, Libera, Roma, 23 gennaio 2009
- DONATI S., "Polvere Invisibile", *Narcomafie* n.1 2012, Gruppo Abele, Torino.
- ESCOHCOTADO A., *Historias de las drogas*, 3 volumi, Alianza Editorial, Madrid, 1996.
- FAVA C. - GAMBINO M., «Trapani e le banche. Più di Zurigo», I *Siciliani*, Catania, maggio 1984.
- INGLIS B., *Il Gioco proibito, storia sociale della droga*, A. Mondadori, Milano, 1979.
- KOPP P., *L'économie de la drogue*, La Découverte, Paris, 1997.
- LABROUSSE A. - KOUTOUZIS M., *Geopolitica e geostrategia delle droghe*, Asterios, Trieste, 1996.
- LABROUSSE A., *Dictionnaire Géopolitique des drogues*, de Boeck, Bruxelles, 2003.
- LANIEL, «The relationship between Research and drug policy in the United States» *Globalisation, drug and criminalisation*, UNESCO, Paris, 2002.
- MINCA C. - BIALASIEWICZ L., *Spazio e politica. Riflessioni di geografia critica*, Cedam, Padova, 2004.
- MUTI G., «Mafias et trafics de drogue : le cas exemplaire de Cosa Nostra sicilienne», in *Hérodote* 112, "Géopolitique des drogues illicites", 1er trimestre 2004, La Découverte, Paris.
- OGD, *Atlas mondial des drogues*, PUF, Paris, 1996.
- OGD, *État des drogues, drogue des États*, Hachette (Pluriel Intervention), Paris, 1994.
- PANTALEONE M., *Mafia e droga*, Einaudi, Torino, 1966.
- POTO D., *Azzardopoli 2.0. Quando il gioco si fa duro.. le mafie iniziano a giocare*, Ed. Gruppo Abele, Torino, 2012.
- S. A., *Armi e droga. L'atto d'accusa del giudice Carlo Palermo*, Ed. Riuniti, Roma, 1988.
- SANTINO U. - LA FIURA G., *Dietro la droga*, Gruppo Abele, Torino, 1993.
- SANTINO Umberto, *La mafia interpretata*, Rubbettino, Soveria Mannelli, 1995.
- TRANSCRIME, *Gli investimenti delle mafie*, Progetto PON Sicurezza 2007-2013, Università cattolica, Milano, <http://www.transcrime.it/pubblicazioni/progetto-pon-sicurezza-2007-2013/>
- TURONE S., *Partiti e mafia dalla P2 alla droga*, Laterza, Roma-Bari, 1985.
- UNDCP, *A drug free world, we can do it*, United Nations General Assembly, Special session on the world drug problem, New York, 8-10 June 1998, Press kit.
- UNDCP, *World drug report 1997*, Oxford University Press, Oxford, 1997.
- UNDCP, *World drug report 2018*, <https://www.unodc.org/wdr2018/>.

R.A.T.

 UCLouvain

 laap
laboratoire
d'anthropologie
prospective

 Francophones
Bruxelles

 fnrs
LA LIBERTÉ DE CHERCHER